

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Égalité – Fraternité

Département de la Creuse
Arrondissement et canton de Guéret
Commune de Guéret

ARRETE N° ARR – 2018 – 047

**Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement des véhicules
Rue du Prat**

Le Maire de la Ville de Guéret,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
VU le code de la route et notamment les articles L 411-1, R 110.1, R 110.2 ;
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
VU la demande formulée par l'entreprise ROUSSY AVIGNON domiciliée à AJAIN (23380),
concernant des travaux de Toiture ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules lors des travaux précités Rue du Prat,

ARRETE :

Article 1^{er} – Du Lundi 12 Février 2018 à 8h00 au Vendredi 16 Février 2018 à 18h00, la circulation est rétrécie sur une longueur de 50 mètres Rue du Prat.

Article 2 – Aux dates et heures définies dans l'article 1^{er}, le stationnement est interdit au droit du chantier sur 50 mètres.

Article 3 – Aux dates et heures définies dans l'article 1^{er}, le cheminement des piétons est aménagé.

Article 4 – La signalisation réglementaire de jour comme de nuit est à la charge de l'entreprise exécutant les travaux.

Article 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 - Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Guéret.

Article 7 - Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours administratif auprès de M. le Maire de Guéret dans un délai de deux mois à compter de sa notification, publication ou affichage.
Le présent arrêté pourra également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa notification, publication ou affichage ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse (explicite ou implicite) de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Article 8 - Monsieur le Maire et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à GUERET, le
Le Maire,

31 JAN. 2018

Copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de Guéret
- Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier de Guéret
- Monsieur le Directeur du Siers

